



Un plan de guerre contre le service public

Le gouvernement Macron-Barnier a présenté son budget : 5 milliards d'euros en moins pour les services publics !

La Cour des comptes demande, elle, la suppression de 100 000 postes de fonctionnaires territoriaux ! Et le ministre Kasbarian annonce la reprise de la réforme Guerini, qui vise à faciliter le licenciement des fonctionnaires, à accentuer la rémunération au mérite, à supprimer le statut de fonctionnaire. Selon la presse, il faudrait de nouveau augmenter le temps de travail des fonctionnaires. Enfin, la caisse de retraites (CNRACL) a été mise en déficit et la solution, selon le gouvernement, serait de faire payer les collectivités locales : 1,3 milliards de plus par an !

Ces mesures signifient : la fermeture de crèches, de bibliothèques, de centres de PMI, de centres municipaux de santé, la dégradation des écoles, la privatisation de piscines... Dans certaines localités, la Mairie est le premier employeur du territoire : cela veut donc dire des milliers d'emplois perdus pour les habitants !

Pourtant, les communes sont déjà étranglées par les mesures d'économies des gouvernements précédents.

À Paris, la municipalité PS-PC-EELV-Génération.s anticipe déjà : dans les bibliothèques, il n'est plus possible de commander de nouveaux livres, de partitions, de CD, de DVD ; dans les conservatoires, il n'est plus possible de commander des instruments (prêtés aux enfants les plus défavorisés) ; il n'y a plus de pièce de rechange pour réparer les toilettes publiques et il est d'ores et déjà annoncé qu'il y aura moins de travaux l'année prochaine dans les écoles, les crèches...

En Seine-Saint-Denis, le conseil départemental PS-PCF-LFI-EELV ferme trois crèches.

Alors, une question se pose : les employeurs territoriaux vont-ils relayer les coupes budgétaires exigées par le gouvernement ?

Pour le Parti des travailleurs, aucune coupe budgétaire n'est acceptable ! La « dette » n'est pas celle des travailleurs. Ce qu'il faut, c'est, au contraire, plus de service public, plus de crèches, plus de centres de PMI, plus de centres municipaux de santé...

L'heure est à forger l'unité des travailleurs, avec leurs organisations, pour :

- **Aucune coupe budgétaire !**
- **Non au plan d'austérité Macron-Barnier !**
- **Réquisition des 413 milliards d'euros du budget des armées et des 600 milliards d'aide aux entreprises pour satisfaire les besoins de la population !**
- **Dehors Macron et Barnier !**

Avec le Parti des travailleurs,
organisez-vous pour imposer la voie de la démocratie

PARTI DES TRAVAILLEURS	<i>Je souhaite adhérer</i>
Nom, prénom :	
Adresse :	
Code postal :	
Ville :	
E-mail :	
Bulletin à renvoyer à : Parti des travailleurs, BP 31 - 93101 Montreuil Cedex	